

Cote du document: EB 2021/134/R.42/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 19 b) ii) b)
Date: 30 décembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République du Kenya

Mécanisme en faveur de l'inclusion financière dans les zones rurales du Kenya

Numéro du projet: 20000003431

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sara Mbago-Bhunu

Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2838
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Francesco Rispoli

Directeur de pays
téléphone: +254 717 080 455
courriel: f.rispoli@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-quatrième session
Rome, 13-16 décembre 2021

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés de l'expérience	2
II. Description du projet	2
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	2
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	9
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	12
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated Project Risk Matrix

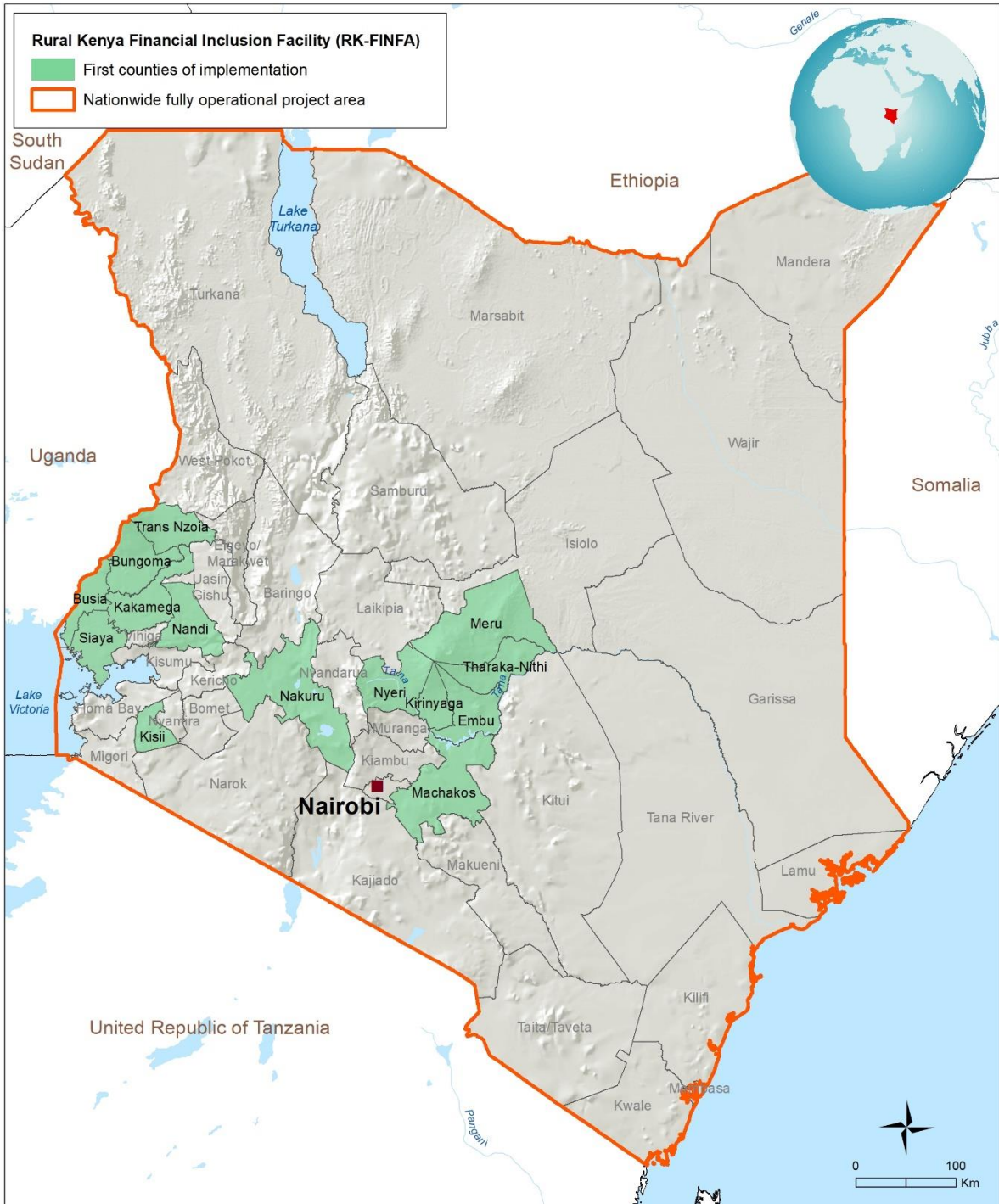
Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Francesco Rispoli
Responsable technique:	Sauli Hurri
Responsable des finances:	Virginia Cameron
Spécialiste climat et environnement:	Paxina Chileshe
Juriste:	Andres Uribe-Orozco

Sigles et acronymes

UGP unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 17 mai 2021

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Kenya
Organisme d'exécution:	Ministère des finances et de la planification
Coût total du projet:	134,05 millions d'USD
Montant du premier prêt du FIDA:	6,24 millions d'EUR (équivalant approximativement à 7,26 millions d'USD)
Conditions du premier prêt du FIDA:	Ce premier prêt, consenti à des conditions particulièrement concessionnelles, sera exempt d'intérêt, mais comportera une commission de service fixe, déterminée par le Fonds à la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration et exigible chaque semestre dans la monnaie de libellé des frais de service du prêt. Le délai de remboursement est de 40 ans, dont un différé d'amortissement de 10 ans à compter de la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration. Le principal du prêt sera remboursé à hauteur de 4,5% du montant total du principal par an sur les années 11 à 30, puis à 1% du montant total du principal par an pour les années 31 à 40.
Montant du deuxième prêt du FIDA:	12,66 millions d'EUR (équivalant approximativement à 14,74 millions d'USD)
Conditions du deuxième prêt du FIDA:	Ce deuxième prêt, consenti à des conditions mixtes, sera assorti d'un taux d'intérêt sur le montant de l'encours en principal et comportera une commission de service déterminée par le Fonds à la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration. Le taux d'intérêt et la commission de service seront fixés pour la durée totale du prêt et les montants concernés seront exigibles chaque semestre dans la monnaie de libellé des frais de service du prêt. Le délai de remboursement est de 25 ans, dont un différé d'amortissement de 5 ans à compter de la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration. Le remboursement du principal du prêt consenti à des conditions mixtes se fera en plusieurs versements égaux.
Contributions sous forme de dons d'organisations non gouvernementales:	2,3 millions d'USD
Prêts à effet de levier des institutions financières participantes:	85,75 millions d'USD
Contribution de l'Emprunteur:	24 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	s.o.
Déficit de financement:	Pas de déficit de financement
Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:	12,77 millions d'USD

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 47.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. L'économie de la République du Kenya a connu une croissance rapide au cours des 10 dernières années, le taux de croissance moyen du produit intérieur brut ayant atteint 5,85% sur la période 2010 à 2019. Cette expansion s'explique par un climat des affaires favorable, d'importantes dépenses publiques dans les infrastructures et l'accroissement des échanges régionaux. Il sera toutefois difficile au Kenya de soutenir ce rythme de croissance, compte tenu notamment des répercussions de la COVID-19. De fait, bien que la situation économique soit généralement satisfaisante, la dette publique a rapidement augmenté pour atteindre un niveau actuellement supérieur à celui correspondant au degré de risque habituel. Depuis le début de l'année 2020, l'économie kényane subit de plein fouet les conséquences de la COVID-19, car les mesures prises pour maîtriser la pandémie ont ralenti le rythme des activités. Sachant qu'une forte proportion de la population ne devrait être vaccinée qu'en 2024, il faut s'attendre à ce que les répercussions économiques et sociales de la COVID-19 persistent à moyen terme, voire à long terme, c'est-à-dire pendant la plus grande partie de la période d'exécution du Mécanisme en faveur de l'inclusion financière dans les zones rurales du Kenya (ci-après, le projet).

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

2. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le projet a été validé comme:
 - incluant des fonds pour l'action climatique;
 - tenant compte des jeunes.
3. **Environnement et ressources naturelles.** Au Kenya, les moyens d'existence ruraux sont tributaires des ressources naturelles et de l'environnement. Pour arrêter et inverser le processus de dégradation, il est nécessaire de procéder à des investissements dans des technologies respectueuses de l'environnement et d'utiliser les ressources avec une plus grande efficacité dans tous les secteurs économiques, comme indiqué dans la stratégie du Kenya pour une économie verte et son plan d'application pour la période 2016-2030.
4. **Changements climatiques.** Les chocs climatiques, notamment les inondations et les périodes de sécheresse, devraient devenir plus fréquents et plus intenses sous l'effet des changements climatiques, et avoir des effets défavorables sur les activités économiques et les moyens d'existence dans les zones rurales du Kenya. L'offre de services financiers à des prix raisonnables et à des conditions équitables pourrait aider les ménages vulnérables à se préparer à de tels chocs et leur permettre de mieux les gérer et les surmonter.
5. **Égalité femmes-hommes et avancement des femmes.** Selon le Rapport 2020 sur l'écart entre les sexes dans le monde du Forum économique mondial, le Kenya s'est classé au 109^e rang sur 153 pays, avec un score de 0,671¹. Les normes et les attitudes socioculturelles continuent néanmoins de défavoriser les agricultrices et les entrepreneuses dans le secteur rural.

¹ Voir <https://www.weforum.org/reports/gender-gap-2020-report-100-years-pay-equality>.

6. **Jeunes.** La population kényane est composée en grande partie de jeunes: 35,7 millions de Kényans (75,1%) ont moins de 35 ans. Le dividende démographique n'est toutefois pas encore pleinement exploité, le taux de chômage des jeunes étant supérieur au taux de chômage global dans le pays.

Justification de l'intervention du FIDA

7. Le Gouvernement kényan et le FIDA visent à promouvoir le développement et la transformation du secteur rural de manière durable; il faudra, à cette fin, que les institutions financières du secteur privé, notamment les banques et les institutions financières non bancaires, jouent un rôle majeur en finançant le processus de transformation rurale, et par conséquent les persuader d'accroître le volume et la portée de leurs opérations agricoles et rurales. Le projet contribuera à assurer la disponibilité de services financiers adéquats et adaptés à l'appui de la transformation et de la croissance de l'économie rurale. Un tel appui stratégique est encore plus important du fait de la COVID-19. Dans le même temps, le projet encouragera activement l'intégration systématique d'activités de financement vert dans le but d'assurer une transformation durable du secteur rural au Kenya, conformément aux programmes du Gouvernement et du FIDA concernant l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles.

B. Enseignements tirés de l'expérience

8. Les principaux enseignements tirés d'opérations antérieures et en cours bénéficiant de l'appui du FIDA qui revêtent de l'utilité pour la conception du Mécanisme peuvent être récapitulés comme suit: i) la prestation de services d'appui technique aux institutions financières participantes doit être assurée dès la sélection de ces institutions; ii) les critères d'admissibilité des opérations qui seront financées doivent être clairement exposés à toutes les parties prenantes au moment du lancement du projet; iii) il faut accorder une importance particulière au suivi et à l'établissement de rapports en ayant recours aux technologies de l'information pour le suivi et la présentation des données, et compléter ces efforts par des visites de contrôle régulières sur le terrain; iv) les partenaires d'exécution doivent disposer de capacités adéquates et être habilités sur le plan institutionnel à employer des instruments de finance rurale, en particulier pour les opérations de financement vert; v) il convient de conférer la souplesse requise à différentes catégories d'institutions financières au stade de l'exécution.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

9. **But et objectif de développement.** Le projet a pour objectif de promouvoir la réduction de la pauvreté, d'accroître la résilience face aux changements climatiques et d'améliorer les moyens d'existence dans les zones rurales. Son objectif en matière de développement consiste à faire progresser l'inclusion financière rurale et les investissements verts des acteurs de la filière agricole, de manière à créer des possibilités d'emploi équitables, à mettre en place des systèmes de production innovants et résilients, et à accroître les revenus des petits exploitants, des ménages ruraux pauvres et marginalisés, des femmes et des jeunes.
10. **Zone d'intervention.** Le Mécanisme couvrira l'ensemble du territoire national une fois qu'il sera devenu pleinement opérationnel. Pour assurer un démarrage efficace, les activités du projet seront initialement prévues dans les 14 comtés où sont déjà en cours au moins deux projets du FIDA en relation avec les filières agricoles. Ainsi, le projet et les institutions financières participantes tireront parti des synergies existant avec les activités de développement de l'agriculture et de l'entrepreneuriat agricole appuyées par le FIDA au niveau de filières diversifiées. À l'issue des opérations de renforcement des capacités et du cycle de financement initial – qui aura une durée de deux ans –, les institutions financières participantes

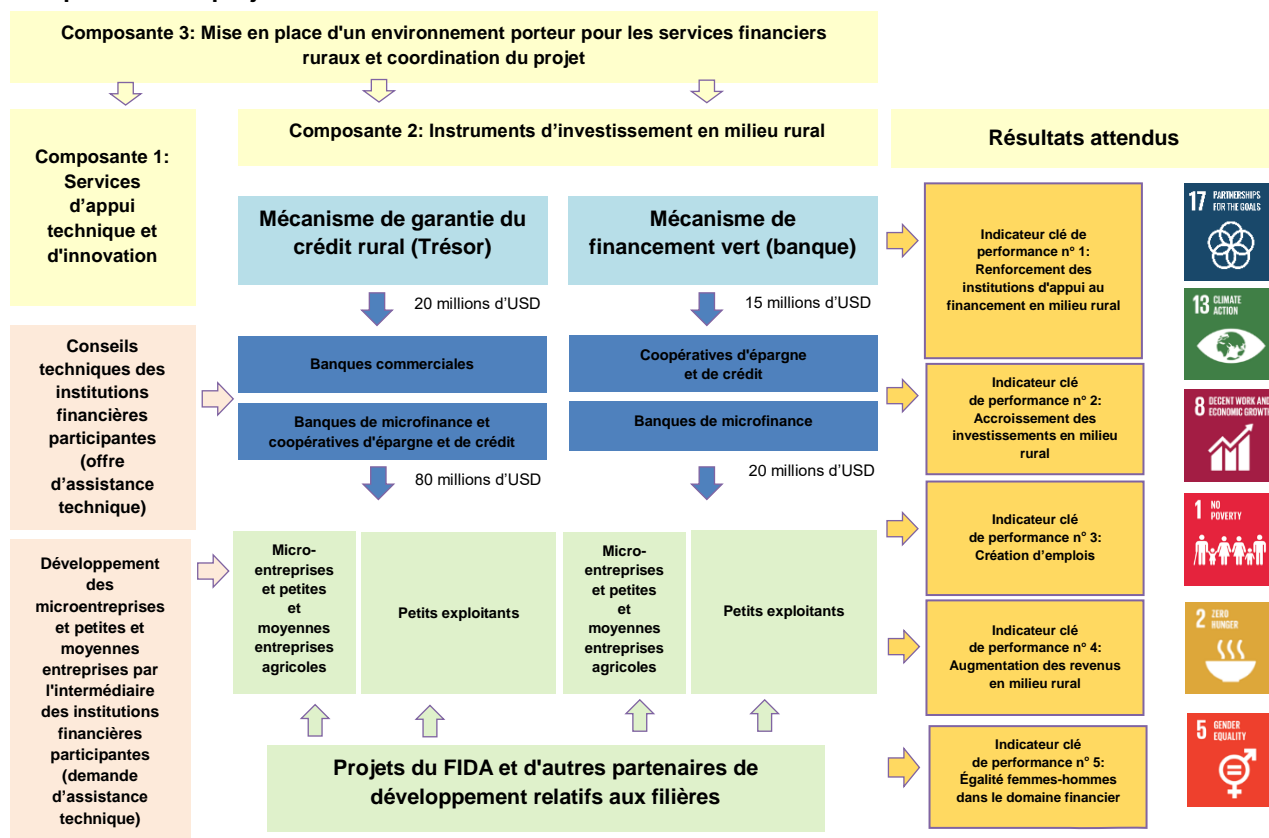
pourront élargir leur zone d'investissement au moyen des ressources du projet à n'importe quel comté rural du Kenya. Elles recenseront ces sites d'expansion sur la base des possibilités de débouchés commerciaux et des capacités tout en continuant d'appliquer les principes de ciblage convenus pour le projet.

11. **Groupe cible.** Le projet profitera à 190 000 ménages ruraux kényans, directement et indirectement. Il permettra notamment de fournir directement des services financiers et techniques à 68 000 ménages et microentreprises et petites et moyennes entreprises, à savoir, selon les estimations, 66 000 ménages de petits exploitants actifs et 2 000 microentreprises et petites et moyennes entreprises rurales travaillant avec des filières associant des petits exploitants. Le projet touchera de manière indirecte: i) un nombre de personnes estimé à 32 000, qui seront employés dans les entreprises agricoles ou dans les fermes bénéficiant de l'appui du projet; ii) 90 000 ménages de petits exploitants, qui participeront aux filières renforcées par les entreprises agricoles participant au projet. Le ciblage est axé sur les ménages ruraux en activité, mais ayant de faibles revenus, et vise plus précisément à assurer la participation de femmes (50%) et de jeunes (30%).
12. Le projet a été conçu de manière à inclure des stratégies et des directives détaillées visant le ciblage des populations pauvres, des femmes et des jeunes. Le ciblage des populations pauvres consiste à privilégier à la fois les filières de la petite agriculture et certaines zones géographiques en vue de toucher les ménages pauvres. La stratégie en matière d'égalité femmes-hommes repose sur trois éléments clés: i) l'avancement économique des femmes et leur accès à des produits financiers adaptés; ii) la participation des femmes aux fonctions de direction; iii) l'équilibrage de la charge de travail au sein des ménages. Le ciblage des jeunes fait fond sur: i) la mise au point de produits financiers dédiés aux jeunes; ii) le renforcement des capacités des jeunes en leur permettant d'acquérir des compétences commerciales et des connaissances financières de base; iii) l'établissement de partenariats avec les institutions financières participantes et d'autres intervenants du secteur privé en vue de la poursuite de stratégies d'entreprise axées sur les jeunes.

B. Composantes, résultats et activités

13. Le projet comprendra les composantes suivantes: i) services d'appui technique et d'innovation; ii) instruments d'investissement en milieu rural; iii) mise en place d'un environnement porteur pour les services financiers ruraux et coordination du projet, comme indiqué dans la figure 1 ci-après.

Figure 1
Composantes du projet et résultats attendus



14. **Composante 1: Services d'appui technique et d'innovation.** Grâce à ses deux sous-composantes qui seront étroitement interconnectées – renforcement des capacités des institutions financières participantes et services liés au développement des entreprises axés sur les petits exploitants et les microentreprises et petites et moyennes entreprises –, la composante 1: i) consolidera les capacités d'innovation, la portée des opérations en milieu rural et l'offre de services de financement vert au Kenya; ii) accroîtra les capacités d'investissement durable des microentreprises et petites et moyennes entreprises et des petits exploitants ainsi que les compétences financières de base, en particulier pour les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés. L'offre et la demande de services d'appui technique et d'innovation seront intégrées dans les stratégies de croissance rurale des institutions financières participantes de manière à promouvoir la durabilité et l'emploi efficace des ressources procurées par les instruments d'investissement du projet. Il sera demandé à une ou plusieurs organisations partenaires participant au cofinancement du projet de coordonner cette composante.
15. **Composante 2: Instruments d'investissement en milieu rural.** Deux instruments d'investissement en milieu rural seront intégrés dans le cadre du projet: i) un mécanisme de garantie du crédit rural, ii) un mécanisme de financement vert. Ces deux mécanismes seront conçus en tant qu'instruments de financement durable pouvant utiliser les ressources provenant des pouvoirs publics ou de sources de financement internationales intéressées dans le but de mobiliser des investissements privés dans les secteurs de l'agriculture et de l'entrepreneuriat agricole du pays à des conditions de marché attractives, par l'intermédiaire d'institutions financières kényanes.

16. **Sous-composante 2.1: mécanisme de garantie du crédit rural.** La stratégie poursuivie ici consistera à assurer le partage des risques de manière à promouvoir les innovations en milieu rural et mobiliser des financements à l'appui du secteur rural et agricole auprès d'institutions financières bien établies au Kenya. La garantie fournie dans le cadre de ce mécanisme, d'un montant de 20 millions d'USD, par le FIDA et le Gouvernement kényan, devrait permettre aux institutions financières participantes de prêter 80 millions d'USD à des microentreprises et petites et moyennes entreprises rurales et à des petits exploitants associés aux filières agricoles, y compris à des entreprises dirigées par des femmes ou des jeunes. Le mécanisme de garantie du crédit rural sera constitué dans le cadre d'un mécanisme de garantie de crédit aux microentreprises et petites et moyennes entreprises déjà en place, administré et géré par le Trésor public et par la Banque centrale du Kenya; il a bénéficié d'une assistance technique et sollicite un appui supplémentaire auprès d'une coalition de partenaires internationaux.
17. **Sous-composante 2.2: mécanisme de financement vert.** Cette sous-composante appuiera une transformation innovante et durable de l'économie rurale kényane, grâce aux opérations et aux services du mécanisme de financement vert, qui sera constitué au moyen du soutien de 15 millions d'USD accordé au projet par le FIDA et le Gouvernement kényan. Le mécanisme de financement vert contribuera à la transformation durable du milieu rural, à la croissance et à la génération de revenus au moyen de deux méthodes interconnectées: i) l'allégement des contraintes de liquidité des institutions financières non bancaires qui sont les principales prestataires de services financiers aux petits exploitants et aux microentreprises rurales; ii) les activités destinées à encourager les petits exploitants et les microentreprises à investir dans des activités climato-compatibles et respectueuses de l'environnement. Ce mécanisme sera établi à titre permanent dans une institution financière d'accueil, et aura pour mission de fournir des capitaux à des coopératives d'épargne et de crédit tournées vers le monde rural, ainsi qu'à des banques ou des institutions de microfinance, en vue de la rétrocession de ces fonds à des microentrepreneurs et petits exploitants des zones rurales, dont 50% de femmes et 30% de jeunes. L'institution d'accueil du mécanisme de financement vert sera choisie sur la base de critères de performance financière types et de prescriptions particulières concernant la capacité de procéder à des opérations de prêt de gros et de finance rurale verte.
18. **Composante 3: Mise en place d'un environnement porteur pour les services financiers ruraux et coordination du projet.** La composante 3 comprend deux sous-composantes. La sous-composante 3.1 (mise en place d'un environnement porteur pour les services financiers ruraux) a pour objet de promouvoir des politiques et des modalités institutionnelles appuyant la mise en place d'un environnement opérationnel plus porteur pour le mécanisme de garantie du crédit rural et le mécanisme de financement vert, et par conséquent d'accroître la mesure dans laquelle ils peuvent améliorer l'intermédiation financière en milieu rural. La sous-composante 3.2 (coordination du projet) concerne les modalités d'exécution et de coordination du projet.

C. Théorie du changement

19. Le projet cherche à remédier au fait que le volume limité des investissements dans les activités de production fait obstacle à la modernisation des opérations des petits exploitants et des entreprises agricoles et à l'augmentation de leurs revenus malgré les fortes possibilités d'expansion de ces secteurs et les progrès notables concernant l'accroissement des moyens d'existence ruraux, la réduction de la pauvreté et la résilience face aux changements climatiques. Ce problème de développement tient à trois causes fondamentales: i) le manque d'information et de communication entre le secteur financier et le secteur de l'entrepreneuriat agricole dû à l'insuffisance des capacités; ii) l'ampleur du risque perçu et du risque réel de financement des petits exploitants et des entreprises agricoles; iii) le fait

que les banques de microfinance rurales et les coopératives d'épargne et de crédit, qui constituent les prestataires locaux de services financiers, ont un accès limité à des liquidités, notamment pour engager des ressources dans des approches innovantes comme la finance verte.

20. Le projet apportera des solutions à chacun de ces trois problèmes fondamentaux grâce aux interventions indiquées précédemment dans la description des composantes du projet. La fourniture d'un appui, dans le cadre du projet, à la mise en place de services ruraux d'intermédiation financière de plus vaste portée et innovants déclenchera un processus de croissance qui permettra la réalisation de l'objectif principal, c'est-à-dire la transformation de l'économie rurale. L'objectif de développement du projet est, notamment, d'assurer le renforcement de l'inclusion financière en milieu rural et d'accroître les investissements verts des acteurs des filières agricoles.

D. Alignement, appropriation et partenariats

21. Le projet est pleinement aligné sur les priorités fondamentales du Gouvernement kényan et du FIDA en matière de développement et de la transformation du monde agricole et rural et avec les objectifs de développement durable n^{os} 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique), 13 (industrie, innovation et infrastructure), 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs). L'appui apporté par le projet au financement vert s'inscrit de surcroît directement dans le droit fil de la contribution déterminée au niveau national du Kenya pour 2020 dans le contexte de l'Accord de Paris, ainsi que dans celui de la loi de 2016 relative aux changements climatiques et de la stratégie et du plan de mise en œuvre pour une économie verte. Un certain nombre de financeurs internationaux ont manifesté l'intérêt d'apporter des fonds supplémentaires ou un appui technique dans le but d'accroître l'échelle des opérations du projet. Cela est essentiellement dû aux possibilités qu'offre ce dernier d'orienter les capitaux du secteur privé sur des investissements verts. Il s'agit notamment de la Banque européenne d'investissement, la Banque de développement KfW, le Fonds vert pour le climat et d'éventuels partenaires bilatéraux.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

22. Le coût total du projet est d'environ 134,05 millions d'USD, sur six ans (2022-2027). Le financement climatique du projet devrait se chiffrer à 12,77 millions d'USD, soit 58% du coût total du projet, tandis que le coût de la mise en œuvre du cadre de gestion environnementale et sociale devrait être de l'ordre de 466 000 USD.
23. La ventilation du coût en dollar des États-Unis par composante et par source de financement est indiquée au tableau 1 ci-après. Le tableau 2 présente une ventilation du coût par catégorie de dépenses et par source de financement. Le tableau 3 indique le coût du projet, par composante et par an.

Tableau 1
Coût du projet par composante, par sous-composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA		Institutions de financement privées		Institutions partenaires		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Services d'appui technique et d'innovation										
1.1. Renforcement des capacités des institutions financières participantes	2 586	53	315	6	750	15	1 250	26	4 900	4
1.2. Services liés au développement des entreprises axés sur les petits exploitants et les microentreprises et petites et moyennes entreprises	1 310	39	423	13	750	22	867	36	3 350	3
Sous-total	3 896	47	737	9	1 500	18	2 117	26	8 250	6
2 Instruments d'investissement en milieu rural										
2.1. Mécanisme de garantie du crédit rural										
Montant des garanties	5 000	25					15 000	75	20 000	15
Montant mobilisé			80 000	100					80 000	60
Sous-total	5 000	5	80 000	80			15 000	15	100 000	75
2.2. Mécanisme de financement vert	10 000	50	5 013	25			4 987	25	20 000	15
Sous-total	15 000	13	85 013	71			19 987	17	120 000	90
3. Mise en place d'un environnement porteur pour les services financiers ruraux et coordination du projet										
3.1. Mise en place d'un environnement porteur pour les services financiers ruraux	904	39			800	35	596	26	2 300	2
3.2. Coordination du projet	2 200	63					1 300	37	3 500	3
Sous-total	3 104	54			800	14	1 896	33	5 800	4
Total	22 000	16	85 750	64	2 300	2	24 000	18	134 050	100

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Institutions de financement privées		Institutions partenaires		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Dépenses d'investissement										
A. Équipements et matériel	20	76	-	-	-	-	7	25	27	-
B. Formation	2 449	45	315	6	800	15	1 856	34	5 420	4
C. Crédit, fonds de garantie										
Crédit	5 000	5	80 000	80	-	-	15 000	15	100 000	75
Fonds de garantie	10 000	50	5 013	25	-	-	4 987	25	20 000	15
Sous-total	15 000	13	85 013	71	-	-	19 987	17	120 000	90
D. Biens, services et intrants	2 577	46	423	8	15 000	27	1 144	20	5 644	4
E. Véhicules	45	56	-	-	-	-	35	44	80	0
Total des dépenses d'investissement	20 092	15	85 750	65	2 300	2	23 028	18	131 170	98
2. Dépenses récurrentes										
A. Salaires, traitements et indemnités	1 908	66	-	-	-	-	972	34	2 880	2
Total des dépenses récurrentes	1 908	66	-	-	-	-	972	34	2 880	2
Total	22 000	16	85 750	64	2 300	2	24 000	18	134 050	100

Tableau 3
Coût du projet par composante, par sous-composante et par année du projet
 (en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Total (incluant les provisions pour imprévus)						Total
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	
1. Services d'appui technique et d'innovation							
1.1. Renforcement des capacités des institutions financières participantes	956	956	956	956	775	300	4 900
1.2. Services liés au développement des entreprises axés sur les petits exploitants et les microentreprises et petites et moyennes entreprises	570	570	570	570	970	-	3 350
Sous-total	1 526	1 526	1 526	1 626	1 745	300	8 250
2. Instruments d'investissement en milieu rural							
2.1. Mécanisme de garantie du crédit rural							
Montant des garanties	2 500	5 000	5 000	7 500	-	-	20 000
Montant mobilisé	10 000	20 000	20 000	30 000	-	-	80 000
Sous-total	12 500	25 000	25 000	37 500	-	-	100 000
2.2. Mécanisme de financement vert							
Sous-total	5 000	5 000	5 000	-	-	-	20 000
Sous-total	17 500	30 000	30 000	37 500	-	-	120 000
3. Mise en place d'un environnement porteur pour les services financiers ruraux et coordination du projet							
3.1. Mise en place d'un environnement porteur pour les services financiers ruraux							
	200	550	500	400	350	300	2 300
3.2. Coordination du projet							
	699	523	588	543	543	603	3 500
Sous-total	899	1 073	1 088	943	893	903	5 800
Total	19 925	37 600	32 615	40 070	2 638	1 203	134 050

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

24. Sur le budget total du projet (134 millions d'USD), les deux prêts du FIDA devraient apporter, suivant le mécanisme de passage à de nouvelles conditions de financement établi dans le Cadre de transition, la somme de 18,9 millions d'EUR, soit environ 22 millions d'USD, au moyen de l'allocation fondée sur la performance de FIDA11, soit 17% du coût total du projet. Le cofinancement des institutions financières participantes est estimé à 85,75 millions d'USD, ce qui couvre 64% du coût total du projet, et comprend: i) un montant de 80 millions d'USD mobilisé grâce au montant de 20 millions d'USD du mécanisme de financement du crédit rural dont l'effet de levier devrait permettre de quadrupler le montant; ii) un cofinancement de 5 millions d'USD au titre d'investissements effectués dans le cadre du mécanisme de financement vert; iii) un montant de 737 000 USD destiné à cofinancer les coûts des services d'appui technique et d'innovation. La contribution du Gouvernement kényan inscrite au budget est de 24 millions d'USD sous forme monétaire et en nature, et couvre 18% du coût total du projet. La part du cofinancement émanant de partenaires d'exécution non gouvernementaux devrait s'établir à 2,3 millions d'USD, soit 2% du coût du projet.

Décaissement

25. Les principales catégories de décaissement concernent les fonds versés au titre des garanties et de crédits, qui représentent conjointement 68% du financement du FIDA. Les autres grandes catégories de dépenses concernent les biens, les services et les intrants, les séances de formation et les dépenses récurrentes, ces derniers représentant 2% du coût total du projet. La décomposition des dépenses par catégorie de décaissement, source de financement et année est indiquée dans les tableaux 1, 2 et 3. Les fonds du FIDA seront versés dans un compte désigné, ouvert par le Trésor public auprès de la Banque centrale du Kenya. Toutes les institutions partenaires qui recevront des fonds de l'unité de gestion du projet

(UGP) tiendront des comptes subsidiaires pour le projet, de manière à comptabiliser séparément les montants reçus. Il est prévu d'assujettir les décaissements à la présentation de rapports.

Résumé des avantages et analyse économique

26. Dix-neuf modèles d'exploitations agricoles et d'entreprises ont été conçus à titre d'illustration dans le cadre de la conception du projet dans le but d'examiner de quelle manière les acteurs potentiels pourraient bénéficier de l'amélioration de la couverture des services financiers et des gains d'efficacité correspondants. Tous les modèles ont été jugés fiables sur le plan financier et en mesure d'absorber des fonds supplémentaires dans le cadre du projet. L'accroissement de la rentabilité de la main-d'œuvre est une réelle incitation pour les ménages à accroître leur production et leur productivité. Le taux de rentabilité économique interne du projet s'établit à 23%. Le ratio avantages/coûts de 2,38 indique un retour sur investissement d'environ 2,38 USD pour chaque dollar investi. Ces résultats montrent que le projet est un solide investissement et qu'il a un taux de rentabilité positif, dans la mesure où le taux de rentabilité économique interne est plus élevé que le taux de rendement minimal (13%), et la valeur actuelle nette économique est supérieure à zéro.

Stratégie de sortie et durabilité

27. La stratégie de sortie fait partie intégrante de la conception des instruments du projet. La composante 1 (services d'appui technique et d'innovation) vise à assurer la poursuite à long terme des modèles de financements ruraux bénéficiant d'un appui de la part des institutions financières participantes, la durabilité des investissements des petits exploitants et des microentreprises et petites et moyennes entreprises, et la viabilité commerciale des modèles de services. Les instruments d'investissement de la composante 2, c'est-à-dire le mécanisme de garantie du crédit rural et le mécanisme de financement vert, seront administrés par des entités permanentes; ces entités devront poursuivre leurs opérations et soutenir l'intermédiation financière en milieu rural longtemps après la clôture des opérations du projet. Le principal résultat et la stratégie de sortie de la sous-composante 3.1 (mise en place d'un environnement porteur pour les services financiers ruraux) consisteront à assurer la viabilité des opérations du mécanisme de garantie du crédit rural et du mécanisme de financement vert durant et au-delà de la période couverte par le projet.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

28. Une présentation détaillée des risques du projet et des mesures d'atténuation correspondantes figure à l'appendice III (Matrice intégrée des risques du projet). Selon les projections, les principaux risques tiennent aux chocs qui pourraient s'exercer sur l'économie et l'environnement, ainsi qu'aux questions concernant les capacités d'exécution. Le tableau 4 récapitule les risques inhérents et résiduels.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation
 (Synthèse des risques)

<i>Risques</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Niveau de risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Environnement et climat	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Élevé	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Substantiel	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Substantiel	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

29. Le projet est classé dans la catégorie environnementale et sociale B, sur la base de l'application des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA. Ce classement prend en compte le fait que les risques environnementaux et sociaux qui peuvent découler des activités du projet, en particulier les investissements effectués par les petits exploitants et les microentreprises et petites et moyennes entreprises, peuvent être évités ou atténués si des mesures appropriées sont prises. Le cadre de gestion environnementale et sociale du projet comprend les mesures devant être adoptées par les microentreprises et petites et moyennes entreprises et les petits exploitants, grâce au renforcement des capacités nécessaires.

C. Classement au regard des risques climatiques

30. Le risque climatique du projet est jugé modéré. Les bénéficiaires ultimes, leurs moyens d'existence et leurs activités économiques sont en effet exposés à des risques climatiques, notamment des inondations, des périodes de sécheresse et des épisodes d'invasion de ravageurs et de maladies. Ces phénomènes d'origine climatique ont déjà des répercussions défavorables sur la productivité agricole des petits exploitants et sur la rentabilité des entreprises agricoles. Aussi les projections des changements climatiques seront prises en compte dans le cadre de l'exercice du devoir de diligence mené au titre des investissements à moyen et à long terme pour le projet. L'examen des risques climatiques sera inclus dans le système de gestion environnementale et sociale au niveau des institutions financières participantes et dans les normes environnementales, sociales et de gouvernance applicables aux microentreprises et petites et moyennes entreprises.

D. Soutenabilité de la dette

31. En mai 2020, le Kenya a été classé par le Fonds monétaire international et par l'Association internationale de développement de la Banque mondiale comme présentant un risque élevé de surendettement. Le rééquilibrage des finances publiques qui doit avoir lieu devrait contribuer à remédier aux facteurs de vulnérabilité de la dette, qui ont été exacerbés par le choc exercé par la COVID-19 à l'échelle mondiale; le risque de surendettement est toutefois toujours considéré comme élevé.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

32. La principale entité d'exécution du projet sera la Direction générale du budget, des finances publiques et des affaires économiques du Ministère des finances et de la planification, dont le directeur général qui rend compte au Secrétaire principal du ministère. Un comité directeur du projet, composé de représentants de ministères, d'organismes publics et d'organisations faitières des parties prenantes pertinentes du secteur privé, sera constitué. Il comprendra l'UGP du projet, qui sera hébergée dans les locaux du Département des affaires financières et sectorielles du ministère. Les principales composantes et sous-composantes seront mises en œuvre par des intermédiaires ou des institutions partenaires procédant à des investissements.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

33. Les fonds du FIDA seront versés dans un compte désigné ouvert par le Trésor public auprès de la banque centrale du Kenya. Toutes les institutions partenaires qui recevront des fonds de l'UGP tiendront des comptes subsidiaires pour le projet de manière à comptabiliser séparément les fonds reçus. Dès que les conditions requises auront été remplies, les fonds du mécanisme de garantie de crédit rural seront déposés et enregistrés de manière distincte à la Banque centrale du Kenya ou dans une banque commerciale réputée, moyennant l'accord du FIDA. La réserve de garantie ne sera accessible aux institutions financières participantes que lorsque des pertes éventuelles se seront concrétisées, auront été déclarées puis approuvées. Les fonds du mécanisme de financement vert seront transférés à l'institution financière d'accueil une fois que les conditions requises auront été réunies.
34. Des rapports financiers mensuels seront communiqués à l'UGP pour permettre à cette dernière de procéder au suivi des opérations des comptes subsidiaires et de les rapprocher. La présentation de l'information financière donnera lieu à l'établissement de deux types de rapports: i) un rapport financier pour l'ensemble du projet; ii) un rapport distinct sur les résultats financiers du mécanisme de garantie du crédit rural et un rapport sur ceux du mécanisme de financement vert. Les rapports sur les résultats financiers du mécanisme de financement vert seront regroupés par l'institution d'accueil sélectionnée et soumis périodiquement à l'UGP. Le Trésor public et l'équipe de projet passeront un accord de financement subsidiaire avec l'institution d'accueil, qui comprendra des dispositions relatives à la soumission de rapports financiers intérimaires et annuels à l'UGP. Les décaissements de fonds en faveur du mécanisme de garantie du crédit rural, de l'institution d'accueil du mécanisme de financement vert, et de tout autre partenaire d'exécution seront effectués par tranche, une fois que les conditions convenues spécifiées dans les accords subsidiaires ou dans les mémorandums d'accord auront été satisfaites.
35. Des directives détaillées pour la gestion du projet sont présentées dans le manuel d'exécution du projet.
36. Les auditeurs internes du Trésor public sont placés sous le contrôle direct de l'Auditeur général, en poste au Trésor. Le Département de l'audit interne rend compte au Comité d'audit du ministère, qui est tenu de se réunir tous les trimestres. Les membres de ce comité sont indépendants du ministère et sont nommés conformément à la loi de 2012 sur la gestion des finances publiques. Le personnel de l'UGP chargé des questions financières procédera régulièrement à l'examen du suivi des opérations financières au niveau des entités d'exécution, de manière à veiller à ce que les dépenses soient effectuées et justifiées de la manière prévue et que des mesures de renforcement des capacités soient prises dans tous les domaines dans lesquels des lacunes pourraient avoir été notées. Le projet fera

l'objet d'un audit annuel du Bureau de l'Auditeur général, et des états financiers audités seront soumis au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, conformément à la loi du Kenya sur la gestion des finances publiques et aux directives du FIDA en matière d'audit.

37. Une note peu élevée (2,69) a été attribuée au projet, au stade de sa conception, au titre du risque inhérent lié à la passation des marchés. En pratique, toutefois, la mise en œuvre et le respect des critères établis par les systèmes nationaux et par les directives du FIDA dans le domaine de la passation des marchés ont antérieurement présenté des défaillances, de sorte que les mesures d'atténuation qui seraient normalement prises pour un projet présentant un risque moyen (et non faible) seront appliquées dans le cas présent. Bien que certaines activités de passation des marchés soient menées par l'UGP au sein du Trésor public, la plupart des activités en ce domaine seront assurées par les institutions financières participantes et d'autres partenaires procédant à des investissements. Aucune mesure ne sera épargnée pour garantir la conformité des modalités de passation des marchés avec le cadre pour la passation de marchés au titre des projets du FIDA. Si nécessaire, il sera recommandé d'employer systématiquement les dossiers types de passation des marchés du FIDA et de se conformer au Guide pratique de passation des marchés de l'institution.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances²

38. La collaboration avec le groupe cible se produira à différents niveaux, des institutions financières participantes aux bénéficiaires ultimes. Dans le cas des institutions financières participantes, elle donnera lieu à des activités de sensibilisation et des sessions de suivi périodiques ainsi qu'à l'examen des rapports. Les voies de communication entre ces institutions et l'UGP seront établies de manière à permettre la réception systématique des retours d'information et la communication des mesures prises.

Mécanisme de réponse aux doléances

39. Le mécanisme de réponse aux doléances du projet garantira l'enregistrement de toute plainte pouvant survenir durant la phase d'exécution ainsi que son traitement rapide et transparent, sans aucune conséquence négative (coût, discrimination) pour la personne touchée par le projet qui aura déposé la plainte. Le mécanisme aura recours aux cadres juridiques et culturels en place, ce qui offrira une possibilité supplémentaire de régler les plaintes à l'échelon local. Toute institution financière participante devant bénéficier d'un appui par l'intermédiaire du projet sera tenue d'établir son propre mécanisme de règlement des plaintes, adapté au type d'emprunteur, en adoptant les dispositifs locaux et institutionnels.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication

40. Le cadre logique du projet guidera l'élaboration des budgets et plans de travail. Ces derniers seront intégrés dans les processus et les cycles du Gouvernement, et seront établis à partir des plans de travail et budgets annuels. Durant la période précédant et suivant immédiatement l'entrée en vigueur du projet, un robuste système de suivi-évaluation sera mis au point, conformément aux exigences du FIDA et du Gouvernement kényan. Les systèmes de suivi-évaluation mis en œuvre pour les différentes activités du projet seront pleinement intégrés de manière à assurer le regroupement des données aux fins de l'établissement de rapports couvrant toutes les activités et de la fourniture de directives appropriées à l'équipe chargée de la gestion du projet. Les activités de gestion des connaissances poursuivies dans le cadre du projet seront guidées par un solide plan visant à

² Voir le document intitulé [Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes: amélioration de la transparence, de la gouvernance et de la responsabilité](#).

améliorer l'apprentissage et les pratiques suivies en matière de gestion des connaissances et de communication. Un projet de plan détaillé de gestion des connaissances pour le projet a été inclus dans le manuel d'exécution. L'adoption plus générale au-delà du projet des enseignements, des meilleures pratiques et, plus particulièrement, des méthodes de financement vert recensées dans le cadre du projet sera un important indicateur du succès de ce dernier dans le domaine de la gestion des connaissances.

Innovation et reproduction à plus grande échelle

41. L'innovation sera encouragée à divers stades des opérations, afin de promouvoir la réalisation de la cible globale de transformation du milieu rural. La formation des petits exploitants mettra l'accent sur de nouvelles technologies agricoles et sur la diversification pour favoriser l'augmentation des revenus. Le renforcement des capacités des institutions financières participantes favorisera l'établissement durable d'une culture d'innovation rurale et de mise au point de produits. Les perspectives concernant la poursuite à plus grande échelle des principales activités d'investissement du projet sont prometteuses. Plusieurs financeurs internationaux ont manifesté l'intérêt d'investir dans la poursuite à plus grande échelle des opérations du projet en procédant à des investissements supplémentaires dans le mécanisme de financement vert et dans le mécanisme de garantie du crédit rural et en fournissant un appui aux opérations de renforcement des capacités connexes.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

42. Une version provisoire du manuel d'exécution du projet a été établie dans le cadre du processus de conception du projet. Un projet de plan de travail et de budget annuel ainsi qu'un projet de plan de passation des marchés ont aussi été préparés pour les 18 premiers mois de la période d'exécution. Ces documents ont pour objet d'éviter tout retard inutile lors du démarrage de l'exécution du projet durant la première année. Il est également prévu d'entreprendre diverses activités préalables, notamment la préparation des documents nécessaires aux accords de partenariat et à l'appel d'offres de services de prestataires de services techniques, immédiatement après l'approbation du projet par le FIDA et par le Gouvernement kényan.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

43. Le projet sera directement supervisé par le FIDA, qui organisera des missions de supervision annuelles, complétées par des missions d'appui à l'exécution de plus courte durée, organisées avec la participation du Gouvernement. Le projet courant sur une période de six ans, un examen à mi-parcours sera réalisé vers la fin de la troisième année. À la fin de la période d'exécution, le Gouvernement, en collaboration avec le FIDA, établira un rapport d'achèvement de projet pour rendre compte des résultats et de l'impact obtenus.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

44. Un accord de financement entre la République du Kenya et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Un exemplaire de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
45. La République du Kenya est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
46. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

47. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Kenya un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles d'un montant de six millions deux cent quarante mille euros (6 240 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Kenya un prêt à des conditions mixtes d'un montant de douze millions six cent soixante mille euros (12 660 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement

"Rural Kenya Financial Inclusion Facility (RK FINFA)"

(Negotiations concluded on 25 November 2021)

Loan No: _____

Loan No: _____

Project name: Rural Kenya Financial Inclusion Facility ("RK FINFA"/ the "Project")

The Republic of Kenya (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(hereinafter referred to each as a "Party" and collectively as the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2020, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide two Loans (the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan on highly concessional terms (Loan 1) is six million two hundred and forty thousand Euro (EUR 6 240 000).

The Loan granted on highly concessional terms shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Loan shall have a maturity period of

forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The principal of the Loan granted on highly concessional terms will be repaid at four and half per cent (4.5 per cent) of the total principal per annum for years eleven (11) to thirty (30), and one per cent (1 per cent) of the total principal per annum for years thirty-first (31) to forty (40).

- B. The amount of the Loan on blend terms (Loan 2) is twelve million six hundred and sixty thousand Euro (EUR 12 660 000).

The Loan granted on blend terms shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Loan shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The principal of the Loan granted on Blend terms will be repaid in equal instalments.

2. The Loan Service Payment Currency shall be in Euro (EUR).
3. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st July.
4. Payments of principal, interest and service charge shall be payable on each 15 June and 15 December.
5. A Designated Account for the exclusive use of the Project shall be held by the National Treasury at the Central Bank of Kenya to receive funds from IFAD. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
6. A dedicated project operational account in Kenya Shillings (KES) will be managed by the PMU.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in an amount equivalent to approximately USD 24 million, of which taxes and duties account for USD 44,000, (0.2 per cent), cash for USD 23 million (99.5 per cent) and in-kind contributions for USD 72,000 (0.3 per cent). Government co-financing will mostly be provided through support to the Rural Credit Guarantee Scheme (R-CGS) and the Green Finance Facility. Government will also allocate counterpart funds to capacity building of the PFIs and project coordination.

Section C

1. The Lead Implementing Agency of RK-FINFA will be the Directorate of Budget, Fiscal and Economic Affairs in the National Treasury and Planning (NT&P).
2. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.

4. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Borrower's procurement laws, namely, Public Procurement and Asset Disposal Act, 2015 and the Regulations made thereunder as may be amended from time to time, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines. For procurement activities to be carried out by co-investing/implementing partners, the applicable procurement framework will be determined by a due diligence exercise carried out according to IFAD's Project Procurement Framework and will be included in the related agreements subject to IFAD's No-Objection.

Section D

1. The Fund will administer the Loans and supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement.

- (a) The Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
- (b) The Project Coordinator and the Financial Controller have been appointed, transferred or moved from the PMU without the non-objection of the Fund;

2. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (a) The first Annual Work Plan and Budget (AWPB) shall have received IFAD's non-objection;
- (b) The Designated Account shall have been opened by the Borrower;
- (c) The Project Coordinator, the Financial Controller and the Project Procurement Specialist within PMU shall have been appointed with terms of reference and qualification acceptable to the Fund;
- (d) The PIM as described in Section II of Schedule 1, shall have been finalised in form and substance satisfactory to the Fund; and
- (e) The Project Steering Committee (PSC) shall have been established.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Cabinet Secretary
The National Treasury and Planning
P.O. Box 30007-00100
Nairobi
Kenya

For the Fund:

The President

International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF KENYA

Ukur Yatani E.G.H
Cabinet Secretary
National Treasury and Planning

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project will benefit 190,000 rural Kenyan households, including both direct and indirect clients. This includes direct financial and technical services to 68,000 households/micro-small-and-medium enterprises (MSMEs), covering: (i) an estimated 66,000 economically active smallholder households; and (ii) 2,000 rural MSMEs engaged in smallholder-inclusive value chains (VCs). Indirect outreach of the project includes: (i) estimated 32,000 persons, through employment in the RK-FINFA supported agribusinesses and farms; and (ii) 90,000 smallholder households, through participation in the VCs, strengthened by the supported agribusinesses. The targeting focus is on low-income, economically active rural households, with overall Project targets on 50 per cent of women and 30 per cent of youth participation.

2. *Project area.* The geographic coverage of RK-FINFA, once fully operational, will be nationwide (*the "Project Area"*). For an effective project start-up, the entry point for the RK-FINFA outreach will be the 14 counties in which at least two IFAD-supported projects operate with agricultural value chains. With this approach, RK-FINFA and its Participating Financial Institutions (PFIs) will benefit from synergies with ongoing IFAD-supported agriculture and agribusiness development activities on diversified value chains. After the RK-FINFA capacity building and initial financing cycle of two years, or another time agreed between the Parties, the PFIs can expand their targeted area of investments with RK-FINFA resources to any rural county in Kenya. The PFIs will identify these expansion areas based on their market opportunities and capabilities while continuing to apply the agreed targeting principles of the project.

3. *Goal.* RK-FINFA's project goal is: "*poverty reduction, climate change resilience and improved livelihoods in rural areas*".

4. *Objectives.* The objective of the Project is increased rural financial inclusion and green investments by agriculture value chain stakeholders, leading to equitable employment opportunities, innovative and resilient production systems, and increased incomes for smallholders, poor and marginalised rural households, women and youth.

5. *Components.* The Project will have the following components: (i) Component 1: Technical Support and Innovation Services (TSIS); (ii) Component 2: Rural Investment Instruments; and (iii) Component 3: Enabling Rural Finance Environment and Project Coordination

5.1 **Component 1: Technical Support and Innovation Services (TSIS).** Through two fully inter-linked sub-components, Component 1 will: (i) strengthen PFI capacities for innovation, rural outreach and green finance services in Kenya; and (ii) build MSME and smallholder sustainable investment capacities and financial literacy skills particularly tailored to reach women, youth and marginalized groups. Both aspects of the TSIS, supply and demand side, will be embedded into the rural growth strategies of PFIs to foster sustainability and effective use of the resources provided through the project investment instruments. A co-financing partner organization/organizations will be engaged to coordinate the TSIS component

5.1.1 *Sub-Component 1.1: PFI Capacity Building for Rural Outreach and Innovation* will build the capacity of participating commercial banks, MFBs and DT-SACCOs to provide rural and agriculture financial services, to implement green investment portfolios, and for effective ESM systems.

- 5.1.2 *Sub-component 1.2: Business Development Services for Agribusinesses and Smallholders* will build MSME and smallholder sustainable investment capacities and financial literacy skills particularly tailored to reach women, youth and marginalized groups. Both aspects of TSIS, supply and demand, will be embedded into the rural growth strategies of PFIs to foster sustainability and effective use of the resources provided through the project investment instruments.
- 5.2 **Component 2: Rural Investment Instruments.** The RK-FINFA will operate with two Rural Investment Instruments: (i) a Rural Credit Guarantee Scheme (R-CGS); and (ii) a Green Financing Facility (GFF). Both the R-CGS and the GFF will be designed as sustainable financing vehicles, which can utilize resources from the Government and from interested international financiers to unlock private investment into Kenya's agricultural and agribusiness sector at attractive market terms through Kenyan financial institutions.
- 5.2.1 *Sub-component 2.1: Rural Credit Guarantee Scheme (R-CGS)* provides risk sharing to promote rural outreach innovations and catalyze funding from Kenyan mainstream financial institutions into the rural and agriculture sector. Supported by the R-CGS guarantee amount of USD 20 million by IFAD and the Government of Kenya, the PFIs are expected to lend USD 80 million to rural MSMEs and smallholders in agriculture value chains. The RCGS will be established as part of an existing MSME credit guarantee scheme, hosted and managed by the National Treasury and the Central Bank of Kenya; the scheme has received technical assistance and seeks additional support from a coalition of international partners.
- 5.2.2 *Sub-component 2.2: Green Financing Facility (GFF)* will support the innovative and sustainable transformation of Kenya's rural economy. It is to be established with RK-FINFA's supported amount of USD 15 million by IFAD and the Government of Kenya. The GFF will contribute to the sustainable rural transformation, growth, and income generation through alleviating the liquidity constraints of non-bank financial institutions and Micro-Finance Banks that are the main financial service providers to smallholders and rural micro-enterprises, and by encouraging small-scale farmers and micro-firms to invest in climate-smart and environmentally friendly activities.
- 5.3 **Component 3: Enabling Rural Finance Environment and Project Coordination,** consisting of two sub-components. The aim of Sub-component 3.1. (Enabling Rural Finance Environment) is to promote policies and institutional arrangements that support the development of a more conducive operational environment for the R-CGS and the GFF, therefore, fostering their capacity to improve rural financial intermediation. Sub-component 3.2 (Project Coordination) covers the project implementation and coordination arrangements.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* The Lead Implementing Agency of RK-FINFA will be the Directorate of Budget, Fiscal and Economic Affairs in the National Treasury and Planning (NT&P). The Directorate is headed by a Director General who is answerable to the Principal Secretary of the NT&P.

7. *Project Steering Committee.* A Project Steering Committee (PSC) will be established, with representatives from the ministries, public agencies and apex representative organizations of the relevant sector private sector stakeholders.

8. *Project Management Unit.* Under the PSC, a dedicated Project Management Unit (PMU) will be established at the NT&P and housed in the Financial and Sectoral Affairs Department. The key investment components and sub-components are planned to be implemented by intermediaries or investing partner institutions.

9. *Implementing partners.* RK-FINFA will build partnerships with Kenyan FIs serving the rural market and other institutions active in the sector. The GFF will be established as a permanent facility at a selected Host Financial Institution to provide wholesale capital to rural financial institutions for on-lending to the smallholder sub-sector. The GFF Host Institution will be selected against standard financial performance criteria and determined capacity requirements on wholesale lending and green rural finance. The R-CGS, instead, will be established as part of an existing MSME credit guarantee scheme, hosted and managed by the National Treasury and the Central Bank of Kenya, which has received technical assistance and seeks additional support from a coalition of international partners. Furthermore, technical implementation partnerships with organizations from non-government sector will be established to introduce international best practices to the project implementation. All partnering institutions that will receive funds from the PMU will keep sub-project accounts for segregating the funds received. The sub-project accounts will be denominated in local currency and will be opened in a financial institution acceptable to IFAD. The R-CGS funds, after required conditions are met, will be deposited and ring-fenced at the Central Bank of Kenya or at a reputable commercial bank. Any interest generated should be used for the purposes of the R-CGS. The guarantee reserve is accessible to PFIs only after possible losses materialise and have been reported and approved. The GFF funds will be transferred to the host financial institution after required conditions are met. There will be monthly financial reports to the PMU for monitoring operations of sub-accounts and consolidation.

10. *Monitoring and Evaluation.* During the pre-project period and immediately after project effectiveness, RK-FINFA will develop a robust M&E system in compliance with IFAD and the Government requirements. The M&E system implementation for the various project activities will be fully integrated with one another, to ensure aggregation of data to the reports covering all activities, as well as the provision of appropriate guidance to management.

11. *Knowledge Management.* The project's Knowledge Management (KM) activities are guided by a robust KM plan, to improve learning, KM and communication practices within the Project. A comprehensive draft RK-FINFA KM Plan is incorporated in the PIM. The wider adoption outside the project of RK-FINFA's documented lessons learnt, best practices and especially green financing methods will be an important measure of the project's success in KM.

12. *Project Implementation Manual.* A draft PIM has been prepared as a part of the RK-FINFA design process. In addition, a draft AWPB and a draft procurement plan (PP) have been prepared for the first 18 months of project implementation. These documents aim to ensure that implementation starts without unnecessary delays during the first year of the project. Furthermore, various pre-project activities, including the preparations for the documentation of the partnership agreements and for the tendering of the technical service providers, are planned to start immediately after the project approval by IFAD and the Government. The PIM should be finalised as part of start-up processes.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loans and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan 1 Amount Allocated (EUR)	Loan 2 Amount Allocated (EUR)	Percentage (net of tax)
I. Credit, guarantee funds	4 220 000	8 560 000	100%
II. Goods, services and inputs	670 000	1 370 000	100%
III. Training	230 000	470 000	100%
IV. Salaries and allowances	490 000	990 000	100%
Unallocated	630 000	1 270 000	
TOTAL	6 240 000	12 660 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

(i) Goods, services and inputs includes equipment, materials and vehicles.

2. *Disbursement arrangements*

(a) *Start-up Advance.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of EUR 280,000 for expenditure in categories II and IV. Activities to be financed by start-up costs will require the no objection from IFAD to be considered eligible.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Anticorruption.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations. The Borrower ensures that the systems governing the expenditure from the project funds will be subject to its national and IFAD anti-corruption practices and in this regard, IFAD's anti-corruption policy shall be communicated as appropriate, including its concept of zero tolerance and the mechanisms for reporting suspected irregular practices.
2. *Anti-money Laundering and Countering the Financing of Terrorism (AML/CFT) Measures.* The Borrower ensures its commitment to combating money laundering and terrorism financing, consistent with IFAD's Anti-Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism Policy in the Project Activities. The Borrower ensures that the systems governing the expenditure from the project funds will be subject to national laws and regulations as well as IFAD's Framework on this regard, which will be communicated to the Borrower. Further, the Borrower shall ensure that appropriate controls are included in the PIM and that the Participating Financial Institutions: (i) comply with applicable laws and regulations of the Borrower on AML-CFT and that the Financing proceeds are not used, directly or indirectly, in money laundering or financing of terrorism; (ii) formulate and implement internal control procedures, including due diligence procedures; and (iii) promptly inform the Borrower if there is any violation or potential violation of this paragraph. In the event that PFIs inform the Borrower of an alleged violations, PFIs shall cooperate in good faith with the Fund and its internal investigations.
3. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP guidelines and Government of Kenya's Environmental Laws, and more specifically: in line with the Environment and Social Management Framework (ESMF), the Environmental and Social Management Plans, the basic climate risk analysis as included in the ESMF. The Borrower shall enhance positive environmental and social outcomes during project implementation and mitigate negative impacts. The Borrower will also ensure that the Free, Prior and Informed Consent Process will be followed to ensure active participation of indigenous in the project areas.
4. *Gender.* The Borrower shall ensure that a strategy for gender has been designed to contribute to the social and economic inclusion of youth, women and other vulnerable and marginalised groups and offer them an equal opportunity to participate and benefit from the project activities.
5. *Land tenure security.* The Borrower shall ensure that the land acquisition process has already been completed and that compensation processes were consistent with international best practice and free prior and informed consent principles.
6. *Marginalized Groups and Minorities.* The Borrower shall ensure that the concerns of Marginalized Groups and Minorities are given due consideration in implementing the Project and, to this end, shall ensure that:

- a. The Project is carried out in accordance with the applicable provisions of the relevant national legislation on the protection of Marginalized Groups and Minorities;
- b. Marginalized Groups and Minorities are adequately and fairly represented in all local planning for project activities;
- c. Marginalized Groups and Minorities' rights are duly respected;
- d. Marginalized Groups and Minorities participate in policy dialogue and local governance;
- e. The Project will not involve encroachment on traditional territories used or occupied by Marginalized Groups and Minorities.

7. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

8. *Internal audit.* The NT&P, through the Directorate of Budget, Fiscal and Economic Affairs, shall identify internal auditors to audit the PMU and project counties once a year. Further these internal auditors shall review the internal audit processes performed by internal auditors at project counties. Internal audit reports may be requested by IFAD in a mutually acceptable manner.

9. *Audit Committee.* A NT&P Audit Committee shall be formed to review and ensure action is taken on internal and external audit findings and to review regular reports on budget execution.

10. *Final Audit.* Notwithstanding the timeline in which the Borrower prepares its year-end accounts for audit by the Office of the Auditor General of Kenya, the Borrower will ensure that the Project has a Final Audit by the Financial Closing Date of the Project. The Borrower will thus ensure that it will engage the Office of the Auditor General of Kenya to perform the Final Audit in order to comply with this term.

11. *Financial Reporting.* Within three months of entry into force of the Financing Agreement, the Borrower shall ensure that a financial reporting system meeting IFAD's requirements and International Accounting Standards is in place.

12. *Memoranda of Understanding.* Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memoranda of Understandings (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, auditing, accounting and reporting.

13. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower shall ensure that a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.

14. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that:

- a. The types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the implementation of the Project; and
- b. All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to project use.

15. *IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The Borrower shall ensure that a request is sent to IFAD to access the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP). The Borrower shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The Borrower shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project.

16. The Key Project Personnel will include: Project Coordinator, Financial Comptroller, Rural Finance Specialist, M&E Specialist, Knowledge Management Officer, Project Procurement Specialist, Social Inclusion and Gender Specialist, and Environment and Climate Assessment Specialist. In order to assist in the implementation of the Project, the NT&P, unless otherwise agreed with IFAD, shall employ or cause to be employed, as required, key staff for the PMU whose qualifications, experience and terms of reference are satisfactory to IFAD. The recruitment of Key Project Personnel is subject to IFAD's prior review as is the dismissal of Key Project Personnel. Key Project Personnel are subject to annual evaluation and the continuation of their contract is subject to satisfactory performance. Any contract signed for Key Project Personnel shall be compliant with the national labour regulations or the ILO International Labour Standards (whichever is more stringent) in order to satisfy the conditions of IFAD's updated SECAP. Repeated short-term contracts must be avoided, unless appropriately justified under the Project's circumstances.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1b. Estimated corresponding total number of households members				PMU quarterly report from project MIS	Annually	PMU	Project initiates its activities on expected timelines and all approvals and implementation arrangements are in place.
	Household members		127,840	319,600				
	1a. Corresponding number of households reached							
	Households		26,400	68,000				
	1 Persons receiving services promoted by the project							
	Females		13,200	34,000				
	Males		13,200	34,000				
	Youth		8,160	20,400				
	Under-employed people including vulnerable groups		2,640	6,600				
	MSME entrepreneurs		800	2,000				
	Female %		50%	50%				
	Male %		50%	50%				
Total		26,400	68,000					
Project Goal: Poverty reduction and improved livelihoods in rural areas	Incidence of poverty in the selected counties				KNBS Surveys	Baseline, Midline and End Line	Third Party Surveys	This is average poverty rate in the selected 14 counties
	Percentage (%)		33%	30%				
Development Objective: Increased rural financial inclusion and investments by agriculture value chain stakeholders, leading to equitable employment opportunities, resilient production systems and increased incomes for smallholders, poor and marginalized rural households, women and youth	Volume of formal credit to agricultural sector				KNBS Surveys and CBK Reports	Baseline, Midline and End Line	Third Party Surveys	Participating FIs fully engaged in the project
	Percentage		4%	6%				
	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				Surveys	Baseline, mid-term, completion	Third Party Surveys	Beneficiaries willing to take up financial services to expand operations
	Percentage (%)		80%	80%				
	Percentage of households reporting increase by at least 25% in income from among the recipient households				COI survey	Baseline, mid-term, completion	Third Party Surveys	
	Percentage		25%	60%				
	2.2.1 New jobs created				COI Surveys	Baseline, mid-term, completion	Third Party Surveys	
	Number		12,800	32,000				
3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				COI Surveys	Baseline, mid-term, completion	Third Party Surveys		
Number		8,160	20,400					
Outcome 1: Technical Support and Innovation Services	Number of PFIs reporting improved capacity to develop agricultural finance products and analyse agricultural loans disaggregated by commercial banks, MFBs and rural SACCOs		34	41	Outcome surveys	Baseline, mid-term and completion	PMU	Technical Assistance is rolled out in time
	Number of bankable proposals developed by targeted businesses disaggregated by size (micro/small/medium)		1,200	1,500				
	Number of bankable proposals developed by targeted farmers disaggregated by age, gender and vulnerability		24,500	35,000				70% of MSMEs supported will prepare bankable proposals

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	IE.2.1 Individuals demonstrating improvement in empowerment (reporting disaggregated by gender/age)		60%	80%	Outcome surveys	Baseline, mid-term and completion	PMU	TA rolled out in time and individuals are willing to participate
Output 1.1: PFI Capacity Building for Rural Outreach and Innovation	Number of financial service providers supported in delivering outreach strategies, financial products and services to rural areas especially for women, youth and vulnerable groups, disaggregated by commercial banks, MFBs and rural SACCOs		34	41	PMU Records	Annual	PMU	Technical Assistance is rolled out in time
Output 1.2: Business Development Services (BDS) for Agribusinesses and Smallholders	2.1.1 Rural enterprises accessing BDS 1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services disaggregated by age, gender and under-employed persons disaggregated by - Male - Female (50%) - Young (30%) - Vulnerable groups (5%)		1,200	1,500	PMU Records	Annual	PMU	
Outcome 2: Rural financial instruments mobilized for improved access for agribusinesses and farmers	Leverage ratio achieved by Participating PFIs		2 times	4 times	COI surveys	Baseline, mid-term and completion	PMU	PFIs are willing to participate in the project
Output 2.1: Rural Credit Guarantee Scheme Mobilized	Number of PFIs contracted under the R-CGS		5	6	PMU Records	Annual	PMU	PFIs are willing to participate in the project
	Volume of credit disbursed by Commercial Banks		US\$ 32M	US\$ 80M				
	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services disaggregated by - Male - Female (30%) - Young (30%)		18,800	47,000				
	Number of women and youth specific products developed and deployed by Commercial Banks - Female - Youth		4	6				
Output 2.2: Green Financing Facility (GCF) Mobilized	Number of MFBs and rural SACCOs mobilized to access credit line		30	36	PMU Records	Annual	PMU	PFIs are willing to participate in the project
	Volume of wholesale finance disbursed by FI managing the Green Credit Line		US\$ 10M	US\$ 20M				
	Volume of credit disbursed by MFBs and SACCOs		US\$ 12.5M	US\$ 20M				
	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services disaggregated by		9,000	22,500				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	<ul style="list-style-type: none"> - Male - Female (50%) - Young (30%) 							
	Number of women and youth specific products developed and deployed by SACCOs & MFBs under GCF		20	32	PMU Records	Annual	PMU	PFI's are willing to participate in the project
Outcome 3: Strengthened rural finance sector policies	No of rural finance sector policies developed		2	7	Outcome surveys	Baseline, mid-term and completion	PMU	The National Treasury facilitates the policy development process
	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed		5	10				
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers		75%	75%				

Integrated project risk matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Country Context		
Political Commitment	Substantial	Moderate
Risk(s): The GoK has reiterated its support to sound macroeconomic policies, as well as to agricultural and rural policies based on increased private-sector focus and much increased emphasis on smallholder participation in key agricultural value chains. Similarly, as discussed in SECAP in detail, the policy framework for CC and environmental policies as well as appropriate gender and youth policies is largely in place. However, the rapidly increased public debt, which has accelerated due to COVID-19, can be seen as a major risk for political commitment to implement the above policies in practice. The increased public debt, combined with the upcoming 2022 general elections, may impact the GoK ability to adhere to GoK commitments on counterpart funding. This can endanger the both the approval and subsequent implementation of loan-based development projects, including the IFAD-supported ones.		
Mitigations: During design, the GoK has repeated its full commitment to RK-FINFA, including to its relatively high financing share of the project costs. The Government sees RK-FINFA as an integral part of both the short-term COVID-19 recovery efforts in rural areas and as a long-term instrument to channel increased volumes of finance from FIs to agricultural and rural activities. In also sees the GFF, established with RK-FINFA support, as one of the entry points for PFIs to finance and for farmers to engage in climate smart production activities. For the guarantee operations, the initial GoK funding would come from the existing PROFIT reflows, and the framework for the future pipeline of state budget funds for GoK contributions has already been agreed on.		
Governance	Substantial	Moderate
Risk(s): Governance and transparency issues persist, as shown in 2019 Corruption Perceptions Index for Kenya, resulting in high Governance Risk and corruption-related risk rating. Lengthy Government processes to establish Project Management Units and conduct procurement have delayed start-up of projects. Despite improved systems, problems in effective monitoring and reporting by GoK persist.		
Mitigations: For RK-FINFA, the main responsibility for almost all the components has been contracted to intermediaries, with tested implementation guidelines and methods, supported by systematic development of eligibility rules and procedures for RK-FINFA project activities. The intermediaries are also responsible for largest part of small scale procurements, to avoid obstacles potentially emerging from GoK procurement and management processes.		
Macroeconomic	Substantial	Moderate
Risk(s): Over the past 10 years, Kenya economy has grown rapidly. The average GDP growth in 2010 – 2019 was 5.85 per cent, supported especially by a friendly business climate, strong public infrastructure spending and regional trade. However, maintaining the achieved economic growth levels during RK-FINFA period will be a challenge. The public debt has rapidly increased and currently surpasses the standard risk levels. Due to COVID-19 and environmental shocks, the economy contracted by 1.0 per cent in 2020. Recovery expected to take longer than initially assumed, affecting practically the whole RK-FINFA period.		
Mitigations: The GoK economic measures for recovery include tax reliefs, cash-transfers, suspension of loan default penalties, and bank debt restructuring. RK-FINFA contributes to the GoK efforts to implement counter-cyclical, pro-growth measures especially for the rural and agriculture sector. The longer-term impact of RK-FINFA support through R-CGS and GFF on growth and rural climate smart diversification can be significant, especially if other external financiers can be attracted to support these key RF-FINFA key investment instruments.		
Fragility and security	Moderate	Moderate
Risk(s): Kenya is prone to electoral violence and political and ethnic rivalry, as has been experienced in the aftermath of the 2007 elections and to a much lesser extent in 2013 and 2017. It is likely that the elections scheduled in 2022 could result in violence, given the current heightened political tensions in the country. Other factors contributing to the country's fragility include regular banditry and ethnic clashes in some ASAL counties, and terrorist attacks particularly in northern border areas.		
Mitigations: Issues of electoral and terrorism-related violence have been addressed through: (i) the 2010 Constitution which established a two-tier government at national and county levels, (ii) continuous sensitisation of the population in conflict prone counties to the need to cooperate with the authorities and to participate in the prevention of attacks; (iii) heightened border and internal security against terrorism; and (v) stronger enacted laws that give more powers and autonomy to the anti-corruption agency. While taking precautions for Kenya's security issues, RK-FINFA will avoid focusing its activities in areas where there are high levels of insecurity due to tribal clashes and terrorism. .		
Sector Strategies and Policies		
Policy alignment	Substantial	Moderate

Risk(s): Kenya's agricultural and financial sector policies are generally well aligned with IFAD's core policies. However, while a full policy alignment between GoK and IFAD can be agreed on, the Government has adopted a more cautious approach in negotiating external debt. This has often resulted in long delays in signing of financing agreements with international financiers, which adversely affects the co-operation between GoK and international financiers, including IFAD.		
Mitigations: RK-FINFA fully follows the key GoK policies on rural transformation and financial sector development. It is also seen as a part of the GoK recovery programme. The financial arrangements for the projects are arranged in a manner (large private sector leverage, the use of PROFIT reflows) that supports a smoother co-operation with Government that has been the case in some earlier IFAD-supported projects.		
Policy development & implementation	Substantial	Moderate
Risk(s): As indicated above, the policy framework is relatively well developed and supportive for agricultural and inclusive financial sector development in Kenya. In reality, the implementation of many relevant policies suffers from lack of resources and capacities in the GoK structures to develop action plans and in practice implement these policies to diversify and modernize the rural sector.		
Mitigations: The key RK-FINFA investment components, R-CGF and GLL, and the related capacity building support directly support the implementation of key rural policies of the GoK. Importantly, potentially valuable support to policy development and implementation will be provided through Sub-component 3.1, which is solely geared to policy support in the observed gaps in the policy framework for the RK-FINFA support operations.		
Environment and Climate Context		
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Moderate
Risk(s): Given that end line investments are targeted at smallholders and rural enterprises, land degradation, water availability etc. may adversely affect these investments.		
Mitigations: Environment and Social Management Systems (ESMS) will be established or strengthened in the PFIs. Capacity building of the beneficiaries and advisory services of the PFIs will inform the selection of environmentally friendly technologies and resources provided for these investments. The Environment and Social and Social management Framework (ESMF) will articulate measures to manage risks.		
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Moderate
Risk(s): Climate shocks such as droughts and floods as well as incidence of pests and diseases will impact the end line investments, particularly those in the agricultural sector, by the smallholders and micro-enterprises. Climate change impacts can also affect loan repayments and thus the portfolio of the PFIs. The marginalization of women and youth beneficiaries, and persons with disabilities, who are more vulnerable to climate change because they face discrimination and inequalities in accessing land and water, markets, technologies, and credit.		
Mitigations: Climate change risk management will be incorporated in the ESMS of the PFIs. Training and advisory services will be provided for the target beneficiaries to enhance their resilience and financial resources provided for green investments. The products under the green financing will promote climate resilience. RK-FINFA targeting approach is that women comprise 50% of beneficiaries, youth comprise 30% and a minimum of 5% of beneficiaries will be from vulnerable groups (marginalized groups including persons with disabilities and persons with HIV).		
Project Scope		
Project relevance	Moderate	Low
Risk(s): The relevance risk for the designed project instruments includes: (i) targeted potential PFIs will not agree with the proposed RK-FINFA guarantee scheme terms and conditions, (ii) the PFIs will continue business as usual regardless the guarantees provided, (iii) the TSIS service providers have limited skills to offer meaningful support to the PFIs and MSMEs and smallholders, and (iv) PFIs, MSMEs and rural households have less than anticipated demand for the green investment products.		
Mitigations: The project instruments of RK-FINFA have been assessed as highly relevant for Kenya, through comprehensive stakeholder consultations. The mitigations include: (i) the rural credit guarantee scheme terms and conditions have been discussed and vetted with potential PFIs; seven banks have already signed the overall guarantee framework, (ii) the eligibility criteria for investments under guarantee protection, as well as the respective monitoring system, have been detailed, (iii) the TSIS service providers will be selected from private markets and the identification is done jointly with PFIs, (iv) demand for green investment products has been confirmed during the project design mission and through a background study, and furthermore, during the first two project years while building green investment pipeline the PFIs are allowed to utilize 50% of GFF resources to normal rural and agricultural investment targets.		
Technical soundness	Moderate	Low

Risk(s): The proposed project structure is based on experiences and lessons learned from similar projects in Kenya and the ESA region. Based on experiences from these projects, key inherent risks include: (i) processes and approvals of RK-FINFA investment instruments are delayed, which results in loss of momentum by PFIs, (ii) the conditions provided to the PFIs are not attractive and results in loss of momentum by PFIs, (iii) reluctance by smallholders and agribusiness entrepreneurs to borrow through the supported channels, (iv) non-repayment risk in the lending provided to smallholders and agribusinesses, and (v) elite capture of project resources.		
Mitigations: Key mitigations include: (i) RK-FINFA instruments and implementation mechanism built on the institutional capacity developed during PROFIT, which together with intensive IFAD start up support will minimize delays, (ii) seven financial institutions have agreed to the conditions provided by the guarantee scheme and its soundness was vetted during the design mission consultations, (iii) demand mapping has been conducted by the Financial Sector Deepening Kenya, WB, and by the RK-FINFA design mission, and demand for lending through the supported channels has been confirmed, (iv) the TSIS will ensure that all IFAD resources will target productive investments through sustainable and suitable lending products, which will reduce NPLs; the grass root PFIs making loans to end-beneficiaries carry the full GFF non-repayment risk; the guarantee scheme non-repayment risk is expected to reduce the guarantee pool up to 2% annually, and (v) the project will provide technical services to the participating FIs to enable them to develop financial products suitable for RK-FINFA target groups in the agriculture value chains and to monitor the investments, and provide BDS and financial literacy services to RK-FINFA target groups to ensure they have sufficient capacity to access the developed financial services.		
Institutional Capacity for Implementation & Sustainability		
Implementation arrangements	High	Moderate
Risk(s): IFAD-supported projects in Kenya have suffered from less than optimal GoK performance in project implementation. Due to the Government's debt situation and decreased fiscal space, GoK continues to cut back on spending, often putting ceilings on AWP/Bs of projects and potentially further lowering the implementation capacities in government institutions. PMUs showed limited capacity to successfully implement rural finance projects unless adequately supported.		
Mitigations: The whole RK-FINFA implementation approach is based on engagement of intermediaries in the implementation of key investment components. These include an operational CGF unit in NT, private financial institutions as well as consultancy companies and experienced local and international NGOs. With ring-fenced financing, these arrangements aim to significantly improve the chances of successful and cost-efficient implementation of RK-FINFA. Centres of excellence in rural finance will support the implementation of critical project activities.		
M&E arrangements	Substantial	Moderate
Risk(s): IFAD experience has shown that most FIs are weakly motivated to invest time or money to monitor the social aspects of project implementation progress, outputs, and outcomes. The lack of commitment to monitoring by key implementing partners could risk the appropriate measurement of the project's performance and its successes or failures.		
Mitigations: Effective monitoring and accurate reporting will be critical in the R-CGS and GFF schemes, under which the issuing of the client loans is carried out by the selected PFIs. The improvement of the MIS systems of the PFIs is a core target function of Component 1 technical support activities. Most of the required performance reporting data will be automatically available from the IT-based accounting/management information systems of the CBK or SASRA-regulated PFIs. This data will be electronically submitted by the PFIs to the NT and GFF Host, which will aggregate it to be able to periodically present the whole scheme level data. The estimation of the development impact of the R-CGS and GFF interventions on supported projects, including the smallholder households, will be surveyed by the RK-FINFA through specific, sample-based baseline studies and then through repeat studies after the supported projects/investments are fully implemented.		
Procurement		
Legal and regulatory framework	Moderate	Moderate
Risk(s): The key weaknesses of the Kenyan procurement system lie mainly at accountability and transparency of the processes. The corruption perception index score and existence of only one body with debarment authority are major shortcomings in the system. Standard bidding documents are in place for local shopping and NCB, but no bidding documents exist for ICB.		
Mitigations: Procurement for two components in RK-FINFA will follow GoK procurement procedures in so far as they are consistent with IFAD guidelines. GoK bidding documents will be used except for ICB where IFAD bidding documents will be adopted. The project design defines the final implementing arrangements, which propose to include project procurement being carried out by third parties for Component 2 subject to a full due diligence being confirmed and a prior NO to implementing arrangements being submitted to IFAD. This arrangement would have a considerable impact on the risk assessment provided and would allow a lower overall risk rating.		
Accountability and transparency	Moderate	Moderate
Risk(s): The Country Corruption Perception Index score assigned by Transparency International is high at 31 (in a scale from 0 to 100). Country's Public Procurement Regulatory Authority is the sole		

authority for debarment. There exists a constitutional Ethics and Anti-Corruption Commission to handle corruption yet reported corruption cases are common.		
Mitigations: RK-FINFA will adopt IFAD's accountability and transparency principles that aim to safeguard the integrity of project procurement and contract execution. The Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to all RK-FINFA activities. Major parts of procurement will be carried out by co-investing implementation partners, which increases transparency and accountability. All IFAD self-certification forms will be adopted in their entirety.		
Capability in public procurement	Substantial	Moderate
Risk(s): The overall Government capacity of the NT proved to be less than optimal in the closed PROFIT programme, leading to overall slow procurement processes with major delays.		
Mitigations: The project will hire a qualified procurement professional to handle all procurement activities in the PMU, while in cases where co-investing partners are delegated to carry out procurement activities, agreed methods and thresholds as well as the use of SPDs and IFAD's Handbook, will be detailed in the PIM. The two large investment instruments of RK-FINFA (R-CGF and GFF) do not involve procurement activities.		
Public procurement processes	Moderate	Moderate
Risk(s): Prior experience with GoK Implementing Agency shows long and cumbersome internal processes causing major delays in project implementation.		
Mitigations: Processes will be led both by the Borrower through the lead agency, but risk will also be diversified by outsourcing the majority of procurement to relevant partners as assessed through a robust due diligence. All activities are advertised on a dedicated project website and the project will adopt IFAD's Contract Monitoring Tool (ICP) where all contracts will be posted.		
Financial Management		
Organization and staffing	Moderate	Moderate
Risk(s): While PMU is expected to comprise of qualified personnel with appropriate expertise in their chosen fields, there could be a lack of familiarity by PMU staff of IFAD procedures.		
Mitigations: IFAD FMD will provide capacity building training to the Finance Staff who will selected competitively. The capacity building will include familiarization with IFAD procedures on financial reporting, expenditures categorizations across components, categories, and alignment with Government chart of accounting, financial reporting timelines and other financial management related to the project.		
Budgeting	Moderate	Moderate
Risk(s): There may be a risk that annual work plans and budgets are not prepared or revised on a timely basis, and not executed in a coherent manner, resulting in funds not being available when needed, ineligible costs and reallocation of project funds and slow implementation progress. There is also a risk that the Participating Financial Institutions (PFIs) do not budget and contribute their co-financing of TSIS costs which are designed at a minimum of 20% for the commercial banks, 15% for the MFBs and 10% for SACCOs. This may affect the execution of TSIS activities.		
Mitigations: The Financial Controller in the PMU will coordinate the budget preparation processes with close coordination with Project Coordinator and TSIS Coordinator. The expected contributions will be embedded in the MoU with the PFIs and monitored regularly by TSIS Coordinator to ensure they are well met and do not impact on project execution.		
Fund flow/disbursement arrangements	Substantial	Moderate
Risk(s): There is a risk of commingling of funds at the entity which will be provided with advances for the implementation of project activities. These includes National Treasury which will receive advances from IFAD and TSIS Coordinator(s) for handling TSIS activities which will be agreed with them. Also, in addition to IFAD financing, there are finances expected estimated at USD 29 million and USD 105.75 million from GoK and PFIs, respectively. There is a risk of other financiers not meeting their committed amounts.		
Mitigations: To mitigate on risks of commingled funds and ease of accounting of any advance provided, funds will be held in Project dedicated accounts for which there will be monthly bank accounts reconciliation and financial reports. There will be one designated account held by the National Treasury at the Central Bank of Kenya that would receive funds from IFAD which will have a corresponding dedicated project operational account in Kenya Shillings (KES). All partnering institutions that will receive funds from the PMU will sub-project accounts for segregating the funds received. The sub-project account will be denominated in local currency (KES) and will be opened in financial institutions acceptable to IFAD. There will be monthly financial reports to PMU for monitoring operations of sub-accounts and consolidation. All partnering institutions will sign MoU with Government of Kenya clearly highlighting the requirements for a separate bank account and financial reporting requirements. In order to mitigate on risk of other financiers not meeting their contributions, IFAD will continue to build strong relations with NT and partners and also monitor the flow of funds from NT to the Project to assess any deviations from the planned contribution.		

Internal controls	Substantial	Moderate
Risk(s): There may be a risk that appropriate controls over Project funds are not in place, leading to the inefficient or inappropriate use of project resources.		
Mitigations: Internal controls have been instituted in the whole framework of financial and administrative procedures. The identified controls range from: proper record keeping and posting, authorization of accounting, procurement, and administrative documents, balancing and checking, physical security of assets, double signing (approval) arrangements, to financial reporting and monitoring. These are prescribed in PIM act and further detailed in the finance and operation manual for the project. There will be internal audit function, as noted below, to check overall compliance to internal controls and provide support towards improving systems, procedures, and processes.		
Accounting and financial reporting	Substantial	Moderate
Risk(s): There is a risk of delays in implementation of the accounting system and full adoption of the same in accounting and generation of financial reports of the projects in line with IFAD requirements.		
Mitigations: To mitigate on this risk, acquisition of the accounting system has been proposed as an effectiveness condition. The selection of project finance staff will also consider their skills/agility to use computerised systems.		
External audit	Moderate	Low
Risk(s): The main risk is that independent and competent oversight of the Project financial statements is not in place or performed timely leading to delayed submission of financial reports and/or submission of unacceptable audit reports.		
Mitigations: External Audit will be carried out by the Office of the Auditor General (OAG) and audited financial statements submitted to IFAD within six months after the period end in accordance with IFAD guidelines. OAG has also been carrying out audits of other IFAD projects and has been rated as satisfactory at the portfolio level based on performance on the other existing projects.		
Environment, Social and Climate Impact		
Biodiversity conservation	Moderate	Low
Risk(s): Some of the project end beneficiary investments related to improving agricultural productivity e.g. increased use of agrochemicals, expansion of areas, water abstraction etc. may cause adverse effects on ecosystems services and biodiversity in their locations.		
Mitigations: The criteria for accessing project financing includes environmental management considerations and the green finance will be targeted at activities that improve environmental and natural resources management. The end line investments made by the beneficiaries will be monitored by the PFIs through their ESMS.		
Resource efficiency and pollution prevention	Moderate	Low
Risk(s): Some end line investments may result in sub-optimal use of agrochemicals, which may cause environmental pollution. Investments in post-harvest and processing facilities may also result in increased waste production and energy demands that would be met using diesel generators.		
Mitigations: Efficient resource use will be ensured through awareness raising, training, and monitoring of investment activities. Green investments will be promoted including renewable energy products and improved waste management at post-harvest facilities.		
Cultural heritage	Substantial	Moderate
Risk(s): Kenya has social cultural norms that perpetuate the unequal status of women through interlocking factors, affecting poverty, discriminatory treatment in the family including inheritance, and public life and decision-making. Men and women in Kenya have equal ownership rights to property, however, customary practices vary. For example, women's access to land ownership is at only about 5 per cent.		
Mitigations: RK-FINFA will use the GALS methodology to facilitate women and men at household level to address structural power imbalances affecting women, and influence change of attitudes towards more equitable access and control of incomes, increase women participation in decision making and balanced workloads for households participating in the project. The TSIS capacity building activities support this process.		
Indigenous Peoples	Moderate	Low
Risk(s): Kenya's population is a composite of over 40 ethnic communities. While there are some specific issues that are pertinent to these communities, many of the issues are especially relevant to marginalized populations. However, the common denominator among Kenya's excluded communities is poor access to resources and opportunities, insecurity of tenure and alienation from the state administration. Their weak voice in governance restricts their ability to address most of these issues and increases their vulnerability in the face of environmental, economic, and political problems.		
Mitigations: The RK-FINFA gender, youth and social inclusion strategies consider all vulnerable groups and communities and will inform project strategies to ensure the inclusion of all in project interventions.		

Community health and safety	Low	Low
Risk(s): Kenya's community health system faces resource constraints and inconsistencies around quality of services. This situation has increased with COVID-19, adversely affecting health outcomes. Communities experience insufficient infrastructure (e.g., health delivery structures). In addition, there are planning and implementation gaps common due to challenges of devolution, inadequate capacity, and inadequate sustained community engagement.		
Mitigations: The COVID-19 experience has seen more efforts geared towards enhancement of community health and safety especially on Water, Sanitation and Hygiene. RK-FINFA and its implementing partners will seek to ensure that an appropriate COVID-19 response will be integrated through the project.		
Labour and working conditions	Substantial	Moderate
Risk(s): Women in Kenya generally fare worse than their male counterparts on most social and economic indicators, including wage equality, political participation, and literacy, although the situation is improving. Women are likely to work longer hours with less pay and mostly in agriculture and the informal sector. In addition, women bear the burden of child rearing and household and community chores due to unequitable gender roles. The majority of Kenyan women (over 70 per cent) are engaged in the agriculture sector but often on unpaid family basis. Women provide more than 80 per cent of the labour in food production and 50 per cent in cash crop production. Yet they hold only about 1 per cent of registered land titles in Kenya, and around 5 to 6 per cent of registered titles are held in joint names. Without title deeds, women are often unable to access cooperative membership, markets, and credit.		
Mitigations: RK-FINFA has a Gender, Youth and Social Inclusion Strategy and it will monitor the access to and impact of financial products and services on target groups, together with key gender equality outcomes. These will include increased access to finance and services with tailored products for women, with a special focus on women-owned micro-businesses. At the same time, the project will contribute to more equitable workloads between household members; and participation of women in decision-making and leadership roles in project activities is encouraged.		
Physical and economic resettlement	Low	Low
Risk(s): The project interventions will not result in physical or economic resettlement of project beneficiaries.		
Mitigations: No mitigations are envisaged in this area.		
Greenhouse gas emissions	Low	Low
Risk(s): The project may cause result in GHG emissions albeit minimal from synthetic fertilizer use, dairy investments, and land clearing.		
Mitigations: Capacity building and the advisory services can promote low emission technologies, agricultural practices, and disincentives for land clearing.		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Low	Low
Risk(s): The project is not expected to increase vulnerability of target beneficiaries and ecosystems in the geographic targeted areas.		
Mitigations: The project is expected to enhance resilience of the target beneficiaries and the ecosystems particularly through the green investments.		
Stakeholders		
Stakeholder engagement/coordination	Substantial	Moderate
Risk(s): Elite capture of the project resources due to skewed information availability on project services. PFIs operating in different target areas may apply different approaches for the project activities based on their own client selection policies.		
Mitigations: Targeting approach will include criteria to ensure wider reach of the project activities for the intended beneficiaries. Clear rules of engagement and transparent monitoring and reporting systems for the PFIs including joint review and planning sessions with the PMU will provide fora for coordination that engenders adaptive project management.		
Stakeholder grievances	Moderate	Low
Risk(s): Grievances registered by target beneficiaries and stakeholders may not be effectively addressed and corrective measures taken by the project due to lack of information or misinformation about the systems in place. Beneficiary grievance might escalate through litigation.		
Mitigations: The project will utilise existing grievance redress mechanisms (GRM) and have a dedicated officer in the PMU that will be responsible to ensure recorded grievances are addressed. Stakeholders will be informed about the GRM during project sensitization sessions.		